



Global Ukraine Foundation  
Kyiv, Ukraine // Metz, France  
[www.global-ukraine.com](http://www.global-ukraine.com)  
[office@global-ukraine.org](mailto:office@global-ukraine.org)

HDIM.NGO/0640/18/FR  
28 September 2018

**OSCE Human Dimension Implementation Meeting 2018  
Working Session 12. Rights of Migrants**

Warsaw, 18 September 2018

*Docteur Violeta Moskalu  
Experte en gouvernance et développement international  
Fondatrice de la fondation Global Ukraine*

**De la protection des droits des migrants et des expatriés  
Ukrainiens qui habitent aujourd'hui à l'étranger**

L'Ukraine doit accorder une attention particulière à la question des droits des migrants et expatriés ukrainiens qui habitent aujourd'hui à l'étranger.

Il s'agit de leurs droits à préserver la citoyenneté ukrainienne même en cas d'obtention de la citoyenneté dans le pays d'accueil, nous demandons d'arrêter les tentatives d'enlèvement de la citoyenneté ukrainienne que l'administration présidentielle a essayé de faire voter par le parlement ukrainien au printemps 2017 et 2018.

La constitution de l'Ukraine interdit formellement de priver de citoyenneté les citoyens de l'Ukraine (art. 25). Les migrants et les expatriés ukrainiens restent citoyens de l'Ukraine même si ils vivent à l'étranger une partie de leur vie.

La loi sur la citoyenneté de l'Ukraine prévoit même clairement les cas de la bi- ou multi-citoyenneté dans son article 4, et j'attire l'attention sur le fait que quand la loi dit ne pas reconnaître l'autre ou les autres citoyennetés - la loi ne dit nulle part « interdire » la bi- ou la multi-citoyenneté en Ukraine, en tout cas pour les citoyens qui sont nés dans le pays.



Nous attirons l'attention sur le fait que *de facto* au moins 10 % d'Ukrainiens ont aujourd'hui une autre citoyenneté, il est donc aujourd'hui aberrant de voir deux tentatives de l'administration présidentielle de voir faire voter des textes qui prévoient la perte automatique de la citoyenneté ukrainienne pour tous les bi- ou multi-nationaux qui ne renoncent pas à leur autre citoyenneté.

Nous recommandons fortement au gouvernement ukrainien d'étudier attentivement les politiques de citoyenneté des pays membres de l'OSCE et de formuler une politique raisonnable et responsable sur les questions liées à la citoyenneté.

Un autre point de vigilance concernant le respect des droits de migrants Ukrainiens et des expatriés qui vivent temporairement à l'étranger - concerne leur droit à avoir une représentation directe dans le parlement ukrainien, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui pour les 10 mln d'Ukrainiens vivant temporairement à l'étranger.

Nous voulons aussi attirer l'attention sur la discrimination des droits des migrants ukrainiens qui sont binationaux en ce qui concerne l'impossibilité pour eux de travailler au sein de la fonction publique de leur pays d'origine depuis la loi adoptée en 2016.

La migration actuelle extrêmement forte avec 1mln d'Ukrainiens qui quittent leur pays chaque année pour travailler et vivre temporairement à l'étranger est en partie le résultat des difficultés que le pays rencontre à cause de l'agression de la Russie depuis 2014.

Nous comprenons que les questions de sécurité nationale incitent à la prudence sur les questions liées à la citoyenneté en Ukraine, mais nous insistons que toute forme éventuelle de sabotage ou autre forme d'actions engagées au profit du pays agresseur doivent être traités en justice, à travers les mécanismes de responsabilité administrative ou juridique; sans utiliser le passeport et l'enlèvement de la citoyenneté comme instrument de sanctions ou de lutte contre les opposants politiques ou les dissidents.



Global Ukraine Foundation  
Kyiv, Ukraine // Metz, France  
[www.global-ukraine.com](http://www.global-ukraine.com)  
[office@global-ukraine.org](mailto:office@global-ukraine.org)

Les questions liées à la participation des migrants et expatriés Ukrainiens dans les processus de réformes de l'Ukraine actuellement sont d'une importance majeure et nous demandons au gouvernement ukrainien une vigilance particulière à propos du respect de ces droits.



**OSCE Human Dimension Implementation Meeting 2018  
Working Session 12. Rights of Migrants**

Warsaw, 18 September 2018

*Docteur Violeta Moskalu  
Experte en gouvernance et développement international  
Fondatrice de la fondation Global Ukraine*

**Les migrants et les diasporas doivent agir pour combattre la  
kleptocratie dans leurs pays d'origine**

Une des raisons importantes de la crise actuelle de la migration en Europe et dans le monde est due aux mauvais systèmes de gouvernance dans les pays kleptocratiques.

Les richesses de ces pays sont souvent extraites par des dirigeants qui, au lieu d'investir dans les infrastructures du pays, préfèrent acheter des hôtels ou des villas de luxe ou encore des yachts en Europe, avec la complicité de certaines institutions financières au sein même des démocraties occidentales.

La dégradation des infrastructures causée par le manque d'investissement découlant de ces politiques publiques extractives dans les pays kleptocratiques ne dérangeant pas les élites au pouvoir, car ils envoient leurs enfants et leurs familles faire des études, se soigner ou vivre en Europe, les pays d'origines ne servant que de source d'enrichissement pour leurs clans et les proches.

A la vue des désastres causés par la crise migratoire au sein de l'UE, nous sommes obligés de reconnaître qu'il faut faire les constats qui s'imposent afin de sortir de l'hypocrisie d'une



géopolitique internationale et d'un système international d'aide au développement qui ne marche pas, dans une grande majorité de cas.

Ces leçons s'imposent de façon encore plus critique car nous voyons venir une deuxième vague de problèmes liés à la migration, à cause de l'instauration d'un système de gouvernance kleptocratique dans l'espace post-soviétique.

Le coût de la kleptocratie et des politiques de prédation dans les relations « *entre l'état et la société* » doit être élevé et nous devons agir dans ce sens en toute urgence.

Nous lançons un appel aux pays membres de l'OSCE et aux institutions internationales à trouver en urgence un espace et une plateforme traitant le problème de la kleptocratie comme une des priorités majeures en politique internationale.

J'invite l'OSCE et les autres institutions internationales à mettre en place en urgence un *Global Bureau for Investigation, le GBI*, pour gérer les dossiers des élites kleptocratiques que les systèmes juridiques de ces pays sont dans l'incapacité de gérer.

Les États-Unis sont capables de gérer des dossiers comme celui de Paul Manafort, la justice française est capable de lancer des investigations sur des soupçons de malversations du groupe de Vincent Bolore en Afrique ou sur les soupçons de financements libyens pour les campagnes politiques de Nicolas Sarkozy.

Mais la justice en Ukraine, en Moldavie ou en Azerbaïdjan n'est pas capable de gérer les dossiers des politiques ou hauts fonctionnaires qui vivent dans des châteaux qui coûtent des milliards de dollars, pendant que la population sombre dans la pauvreté ou finit par voter avec les pieds, la migration devenant la seule réponse possible, à cause du manque d'ascenseurs sociaux dans le pays d'origine, etc.



Global Ukraine Foundation  
Kyiv, Ukraine // Metz, France  
[www.global-ukraine.com](http://www.global-ukraine.com)  
[office@global-ukraine.org](mailto:office@global-ukraine.org)

La situation avec les libertés fondamentales dans ces pays est devenue catastrophique, les activistes, les journalistes, les politiques de l'opposition et les juges dissidents étant persécutés, en prison ou expulsés; les prisonniers politiques étant condamnés à des décennies de prisons comme en Russie où le Kremlin refuse de libérer Oleg Sentsov, Roman Sushchenko et les autres prisonniers politiques d'Ukraine et d'ailleurs.

Il faut aussi intégrer le fait que ces kleptocraties sont devenues TOXIQUES pour les pays voisins, pour les pays membres de l'UE et pour le reste du monde.

Nous devons agir, au nom de la liberté et des droits de l'homme dans l'espace post-soviétique et dans le monde, pour diminuer le nombre de migrants économiques ou politiques, au nom de l'Humanité de notre planète.

Les migrants et les diasporas peuvent et doivent aussi agir plus fermement pour faciliter les transformations démocratiques dans leurs pays d'origine.